

PIERRE-ANTOINE  
DELHOMMAIS

Les **AFFLIGÉS**  
du quinquennat



Les Affligés  
du quinquennat

## Du même auteur

*Cinq Milliards en fumée. Les dessous du scandale de la Société générale*, Éditions du Seuil, 2008.

Avec Jean Peyrelevade, *France, état critique*, Plon, coll. « Tribune libre », 2011.

Pierre-Antoine Delhommais

Les Affligés  
du quinquennat

ISBN : 979-10-329-0136-6  
Dépôt légal : 2017, septembre  
© Éditions de l'Observatoire/Humensis/Le Point, 2017  
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

## Avant-propos

La consultation d'un dictionnaire des synonymes nous offre l'embarras du choix et cinquante nuances de sens pour trouver l'adjectif qui permette de décrire le plus fidèlement possible le bilan économique du quinquennat de François Hollande : raté, manqué, loupé, gâché, médiocre, désolant, piteux, calamiteux, affligeant... Ce recueil d'éditoriaux publiés dans *Le Point* d'octobre 2011 à mai 2017 est d'abord le récit de ces cinq années de louvoiements incessants et de changements de cap permanents, le constat souvent énervé, et même parfois exaspéré, d'erreurs de navigation grossières ayant inmanquablement conduit au naufrage final, à la dislocation en pleine mer du navire « hollandais » et à la noyade du Parti socialiste. Pris dans le feu de l'écriture et du commentaire à chaud, l'éditorialiste reste malgré tout conscient du risque qu'il court d'aller trop loin dans la critique, de perdre toute mesure et toute objectivité parfois pour le seul plaisir d'un bon mot ou d'une formule un peu choc. La relecture de l'ensemble des chroniques en vue d'en faire une sélection nous a à cet égard plutôt rassuré. Avec le recul, de nombreux épisodes du quinquennat auraient mérité en leur temps d'être plus stigmatisés qu'ils ne l'ont été. Peu en revanche nous ont paru avoir fait l'objet d'un traitement trop sévère.

L'ancien président se berce d'ailleurs probablement d'illusions en imaginant que le temps lui rendra justice, que dans les prochaines années des procès en révision permettront de réhabiliter son action. De façon beaucoup plus certaine, le mandat de M. Hollande va fournir pour longtemps aux historiens de l'économie de passionnants et inépuisables sujets de recherches et d'études. Leur tâche s'annonce d'ores et déjà immense, qui consistera à identifier les causes d'un si remarquable échec, à décrypter l'enchaînement fatidique des erreurs commises ayant amené l'économie française à afficher à la fin du quinquennat une invraisemblable série de « records », qu'il s'agisse du montant de la dette de l'État, de l'ampleur des déficits commerciaux, des niveaux de dépenses publiques, de pression fiscale et de chômage. Le fiasco économique du hollandisme tient en une comparaison et deux chiffres : entre mai 2012 et avril 2017, le nombre de chômeurs a augmenté de 18,8 % en France alors qu'il a reculé au cours de la même période de 24 % dans l'ensemble de l'Union européenne.

Les avocats de M. Hollande ne peuvent même pas mettre en avant les circonstances atténuantes et exceptionnelles que ceux de son prédécesseur à l'Élysée avaient abondamment invoquées en expliquant, avec une parfaite mauvaise foi, que la crise financière historique des *subprimes* était l'unique responsable des très mauvais résultats économiques du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Les juges ont au contraire de bonnes raisons de trouver des circonstances aggravantes dans le fait que l'économie française, sous la présidence Hollande, n'ait pas réussi à profiter de cet alignement exceptionnel des planètes qu'a représenté la baisse historique et simultanée des taux d'intérêt, de l'euro et du pétrole.



À celles-ci s'ajoutent d'autres faits susceptibles d'alourdir la peine : l'incohérence complète d'une stratégie économique ayant commencé par un matraquage fiscal sans précédent suivi par un virage à 180 degrés en faveur d'une politique de l'offre ; le décalage total et fatal entre le discours aux accents marxistes du candidat Hollande contre « la finance ennemie » et la mise en œuvre tardive et timide de réformes économiques d'inspiration libérale, telles que la loi El Khomry. Sans oublier bien sûr l'optimisme indéfectible et exaspérant du chef de l'État expliquant par exemple le 14 juillet 2013, contre l'évidence des faits : « La reprise économique, elle est là. » Avant de préciser quelques mois plus tard, blagueur : « La reprise est poussive, il faut donc la pousser. » Mais les Français, notamment ceux qui perdaient chaque mois par milliers leur emploi, ont modérément apprécié le sens de l'humour présidentiel.

Le plus grand échec économique du quinquennat de François Hollande ne se situe toutefois peut-être pas dans le constat de son impuissance à redynamiser la croissance et à endiguer la montée du chômage. Il se trouve dans cette défaite de la raison économique et dans cette perte totale de bon sens financier, dans cette infantilisation et cette « poutouisation » des esprits qui se sont manifestées avec force lors de l'élection présidentielle de 2017. Qui a vu au premier tour une majorité de Français voter pour des candidats qui rejetaient, en bloc et en détail, l'Europe, les banques, les grandes entreprises, la BCE, l'économie de marché, Bruxelles, le capitalisme, Mme Merkel, la finance, les profits, le libre-échange... Bref, le monde tel qu'il existe. Voter pour des candidats unis dans une sorte de délire anti-libéral d'adolescent rebelle qui se proposaient de « faire péter le système ». Qui prétendaient s'affranchir, dans

un déni complet de la réalité économique, de toutes les contraintes, financières et extérieures, sortir de l'euro et ne plus rembourser nos dettes. Cinq années de hollandisme ont plongé le pays dans un tel désarroi moral qu'il s'en est finalement fallu de peu pour que la cinquième puissance mondiale voie s'affronter au second tour les deux candidats de l'extrémisme, de la destruction économique massive et de la ruine garantie : Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon.

Mais il ne faut pas être trop injuste. Le quinquennat de M. Hollande a aussi eu des conséquences tout à fait heureuses et bénéfiques. D'abord, par son accumulation improbable d'échecs et de contre-performances, il a fini par vaincre l'hostilité culturelle et viscérale que les Français de gauche et de droite éprouvaient à l'égard du libéralisme. En élisant Emmanuel Macron puis en lui accordant une large majorité à l'Assemblée nationale, les Français ont – enfin – clairement donné leur accord pour que soient appliquées dans notre pays ces recettes économiques libérales ayant fait leurs preuves depuis longtemps partout ailleurs.

La présidence de M. Hollande constitue aussi un guide extraordinairement précieux pour son successeur. Elle a indiqué à Emmanuel Macron, avec une attention louable et une précision admirable, les promesses électorales démagogiques à ne jamais faire, la politique économique à ne pas suivre, les bêtises fiscales à ne pas commettre, les commentaires sur la conjoncture à ne pas tenir et la voie pour réformer à ne surtout pas emprunter. À bien y réfléchir, la présidence ratée de M. Hollande a finalement peut-être été une grande chance pour l'économie française. Il fallait qu'elle en passe par là et qu'elle touche le fond pour espérer pouvoir rebondir un jour.